

Association A.D.E.S. EUROPE

Lieu-Dit "Le Pitarlet"

09160 PRAT-BONREPAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

• EXPERTISE COMPTABLE

• AUDIT & CAC

• JURIDIQUE

• PATRIMOINE

• INFORMATIQUE

• PAIE

• RH & SOCIAL

• FINANCEMENT

À l'Assemblée Générale de l'association A.D.E.S. EUROPE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association A.D.E.S. EUROPE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Toulouse
Le 10/06/2025

Signé par Stéphane Klutsch
Le 10/06/2025

ID: tx_wEK5Lv3Za5b



Stéphane KLUTSCH

@ec Audit
Associé
Commissaire aux Comptes

ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Association pour le Développement Economique et Social en Europe

Siège Social

Lieu dit « Le Pitarlet » RN 117

09160 PRAT-BONREPAUX

☎ 05 61 96 27 27

www.adesseurope.fr

ADES EUROPE

Association loi 1901

Lieu-dit « Le Pitarlet »

RN 117

09160 PRAT-BONREPAUX

SOUS-PREFECTURE DE SAINT-GIRONS N°W093000628

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024



Affiliée à la Convention Nationale des Associations de Protection de l'Enfant (CNAPE).

Association reconnue d'utilité publique agréée association nationale d'éducation populaire gestionnaire d'Etablissements agréés par le Ministère de la Justice, les Conseils Départementaux de l'Ariège et de la Haute-Garonne, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection de la Population de l'Ariège et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de la Haute-Garonne.

SITUATION PATRIMONIAL – BILAN

ACTIF	Brut 2024	Amortissement 2024	Net 2024	Net 2023
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	15 848	15 848		
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	36 008	34 679	1 329	1 805
Autres immobilisations incorporelles	1 996	1 996	0	1 996
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	441 831		441 831	439 469
Constructions	7 135 125	2 452 990	4 682 134	4 795 426
Installations techniques, matériel et outillage industriel	511 373	320 148	191 225	144 889
Autres immobilisations corporelles	1 096 593	664 744	431 849	458 916
Immobilisations corporelles en cours	4 027 246		4 027 246	1 485 013
Avances et acomptes	143 680		143 680	128 386
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	8 361		8 361	8 361
Autres titres immobilisés	33 302	31 034	2 268	2 268
Prêts	529		529	529
Autres immobilisations financières	75 052		75 052	65 613
TOTAL I	13 526 943	3 521 439	10 005 504	7 532 670
Actif circulant		0	0	0
Stocks et en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	103		103	772
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 423 186		1 423 186	3 373 015
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	184 951		184 951	170 527
Valeurs mobilières de placement	315 469	1 630	313 839	313 849
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	8 975 010		8 975 010	8 119 430
Charges constatées d'avance	35 066		35 066	58 899
TOTAL II	10 933 785	1 630	10 932 155	12 036 491
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	24 460 728	3 523 068	20 937 660	19 569 162



PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	961 628	1 547 584
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	244 165	296 629
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves pour projet de l'entité	5 243 330	4 797 439
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	5 243 330	4 797 439
Autres réserves	0	0
Report à nouveau	2 019 901	816 287
dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales	700 831	0
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées	0	0
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion co	1 968 266	1 385 833
dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs	0	0
dont charges des activités SMS de prise en compte différée	-649 196	-569 547
Résultat en attente d'affectation	0	0
dont résultat hors activités sociales et médico-sociales	0	0
dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées	0	0
dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	0	0
Excédent ou déficit de l'exercice	184 900	985 454
Situation nette (sous total)	8 653 924	8 443 393
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement	4 177 283	4 245 657
Provisions réglementées	470 799	298 449
Droits des propriétaires - (Commodat)	0	0
TOTAL I	13 302 006	12 987 500
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	231 165	249 563
TOTAL II	231 165	249 563
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	205 100	205 100
TOTAL III	205 100	205 100
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	3 074 007	3 262 831
Emprunts et dettes financières diverses	11 835	14 458
Avances et acomptes reçus sur commande	9 523	9 473
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	462 492	509 674
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	2 208 217	2 013 960
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	426 427	11 588
Autres dettes	631 982	297 225
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	374 904	7 791
TOTAL IV	7 199 389	6 126 999
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	20 937 660	19 569 162



SITUATION PATRIMONIAL – COMPTE DE RESULTAT

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	16	16
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	1 228 436	1 271 659
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	17 203 512	16 221 941
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	16 234 193	15 433 338
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières	2 623	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de char	155 641	101 067
Utilisations des fonds dédiés	28 298	32 697
Autres produits	268 650	197 621
TOTAL I	18 887 176	17 825 001
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	1 084	4 044
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	5 489 744	5 482 479
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	991 931	853 907
Salaires et traitements	8 098 737	7 039 731
Charges sociales	3 181 531	2 770 972
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	524 377	443 037
Report en fonds dédiés	9 900	7 500
Autres Charges	293 556	261 519
TOTAL II	18 590 860	16 863 188
I. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	296 315	961 813
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	32 022	29 846
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	32 022	29 846



CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	83 464	59 480
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	83 464	59 480
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-51 442	-29 633
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	244 874	932 180
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	111 040	63 153
Sur opérations en capital	30 089	21 418
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		15 481
TOTAL V	141 129	100 052
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	27 385	27 971
Sur opérations en capital	1 367	6 404
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	172 350	12 403
TOTAL VI	201 103	46 778
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-59 974	53 275
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0	0
Total des produits (I+III+V)	19 060 326	17 954 900
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	18 875 427	16 969 446
EXCEDENT OU DEFICIT	184 900	985 454
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	-37 200	
Prestations en nature	-32 587	-46 251
Bénévolat		
TOTAL	-69 787	-46 251
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services	32 587	22 926
Prestations		
Personnel bénévole	37 200	23 325
TOTAL	69 787	46 251



ANNEXE

L'Association ADES EUROPE dont le siège social est fixé au Lieu-Dit Le Pitarlet 09160 PRAT BONREPAUX présente les caractéristiques suivantes :

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 20 937 660 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 184 899.88 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 11 avril 2025 par la gouvernance d'ADES Europe.

A. INFORMATIONS GENERALES ET FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

1. OBJET SOCIAL

L'Association a pour but de promouvoir, développer et gérer des projets œuvrant sur le thème de l'insertion et l'intégration des personnes en difficulté.

2. DESCRIPTION DE LA NATURE ET DU PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

L'association ADES Europe est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

L'Association pour le Développement Economique et Social en Europe (ADES Europe) regroupe des personnes physiques et morales sur les bases :

- d'une volonté de solidarité et d'aide aux enfants, adolescents et adultes en difficulté
- du respect de la personne humaine dans toutes ses composantes,
- du rejet du racisme et de la xénophobie,
- d'un engagement militant laïc.

L'Association œuvre tant sur le champ de la protection de l'enfance que sur l'inclusion sociale.

A ce jour, ADES Europe gère 14 établissements et services sur 4 départements (Ariège, Haute-Garonne, Gers et Hautes Pyrénées).

ADES Europe se structure autour d'un siège repéré et rassemble ses établissements autour d'une identité associative.

L'Association assure les fonctions suivantes :

- Centre d'éducation de soins et d'insertion professionnelles pour adolescent(es) et jeunes majeurs recueillis temporaires.



- Centre d'accueil, d'Education et de formation pour tout public en difficulté d'insertion sociale et professionnelle.
- Centre d'éducation permanente et de formation professionnelle.
- Centre de soins, médical, psychothérapeutique.
- Centre d'accueil de personnes âgées.
- Centre d'accueil de réfugiés Européens.
- Centre d'éducation populaire.
- Centre d'information et de documentation.
- Centre de recherche sur l'inadaptation sociale.
- Centre d'étude et de développement économique.
- Centre Européen d'animation sociale et économique.
- Centre de logement et d'hébergement pour personnes en grandes difficultés et défavorisées.



Et toutes autres structures, établissement ou service permettant d'atteindre les buts de l'Association.

3. MOYENS MIS EN OEUVRE

Pour remplir sa mission et son objet, l'Association met en œuvre par l'intermédiaire ses établissements des dispositifs d'accueils diversifiés, tout en conservant ses spécificités, dans l'intérêt des enfants ou des adultes accueillis. (Hébergement collectif, intermédiaire, individuel, familial, placement à domicile, lieu de vie, pension de famille, hébergement d'urgence...).

L'Association recrute des professionnels engagés : chaque équipe travaille au plus près de l'enfant, en croisant les approches et les regards professionnels pour enrichir sa pratique. Le recrutement, la formation et le partage de bonnes pratiques rendent possible une action pertinente et un positionnement ajusté de l'équipe éducative.

L'Association est insérée dans un environnement local, scolaire, associatif et médical. Elle œuvre pour que chacun trouve des espaces d'épanouissement, d'autonomie et de réussite personnelle par l'accès à la culture, aux sports et aux loisirs. Elle porte une attention particulière à la question de l'insertion scolaire, professionnelle et sociale en développant réseaux et partenariats sur ces sujets.

L'association ADES Europe a pensé son mode d'organisation afin de pouvoir mettre en œuvre au mieux ses objectifs.

Enfin, l'Association met en place une politique associative soutenue. Cette organisation facilite la réalisation opérationnelle. Cette politique associative permet une fluidité dans la communication et le passage d'information à tous les niveaux des différentes instances et tend vers un fonctionnement plus horizontal que vertical tout en gardant une ligne hiérarchique claire et identifiée.

Sur l'organigramme associatif, quatre strates sont repérables. Celles-ci ne sont pas « étanches ». Différents comités permettent un tuilage entre ces strates qui facilitent l'échange d'information et garantissent une lisibilité sur la mise en œuvre de la politique associative et des actions à mener.



4. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

❖ Le Centre d'Hébergement d'urgence Le RELAIS

Le Relais a poursuivi son activité en H24 pendant la période hivernale.

❖ L'Espace Accueil

Au-delà de nos missions habituelles, nous avons poursuivi l'accompagnement des déplacés d'Ukraine sur le Couserans par le biais du dispositif de l'intermédiation locative. (Location en diffus).

❖ Le CER CAIRN

Depuis septembre 2023, le CER Cairn a pu intégrer ses nouveaux locaux, au 12 chemin de l'église, 65130 Asque. Cette année 2024 est donc la première année où nous avons pu accueillir huit jeunes sur toutes les sessions.

❖ Le Placement à domicile de l'Ariège

En 2024, ADES Europe s'est engagée avec 3 associations ariégeoises (l'ADSEA 09, l'APAJH 09, les PEP 09) et l'association le Moulin des Prés comme partenaire privilégié, pour proposer une réponse adaptée et cohérente à l'appel à projet du département en tenant compte des spécificités et besoins de chaque territoire.

ADES Europe a été retenue pour ouvrir un service d'une capacité de 7 places. Ce dernier est rattaché à l'antenne de HIS pour des raisons géographiques et de mutualisation de personnel. Un partenariat avec le Moulin des Prés a été signée pour la prise en charge, les replis-répits.

❖ La MECS Centre Educatif L'Estelas

La MECS a poursuivi son évolution en termes de plateau de service. Elle s'implante sur différentes communes et élargit sa situation géographique et ce jusqu'aux portes du Volvestre.

Le Conseil Départemental a accordé fin décembre 2023, l'ouverture d'une structure d'accueil pour les 0-8 ans.

Ce service a reçu les premiers usagers dès le 22 janvier 2024. Cela concerne 8 enfants dont 6 sont accueillis au sein d'un collectif dont la maison se situe à Cazères sur Garonne. Ce collectif concerne des enfants de 3 à 8 ans. Le recrutement des assistants familiaux en charge des plus petits a été à ce jour suspendu par le CD31 : il permettait d'accueillir les 2 derniers jeunes.

La maison dispose de 6 chambres, un espace de vie, une salle d'activités, d'un espace repas, d'un bureau pour l'équipe éducative, un bureau administratif et un bureau pour la Cheffe de Service. Un joli extérieur agrémenté cela (jardin, espace de jeu bitumé, ...)

❖ La MECS Transition

L'année 2024 est une année où tous les dispositifs ont fonctionné en année pleine.

❖ Le Centre Educatif Fermé

Les travaux de construction des différentes unités se sont poursuivis.

B. REGLES METHODES COMPTABLES

Note N° B1 : REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice ont été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général modifié par le règlement ANC n° 2020-09 du 4 décembre 2020
- le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par le règlement ANC n° 2020-08 du 4 décembre 2020
- le règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatifs aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Note N° B2 : GESTION PROPRE ET GESTION CONTROLEE

Les opérations relevant d'un droit de regard des organismes financeurs de contrôle, de tarification ou de tutelle font l'objet d'une comptabilité distincte de celles relevant de la compétence exclusive de l'Association et de ses instances de direction. Les premières constituent le domaine de la gestion contrôlée, les secondes, celui de la gestion propre.

La situation patrimoniale de l'association est obtenue par agrégation de la gestion propre et de la gestion contrôlée.

Les charges engagées sur une décision de gestion de l'Association sans discussion préalable avec les organismes financeurs de contrôle, de tarification ou de tutelle sont, en cas de refus, comptabilisées au titre de la gestion propre.

• Fonds propres :

Les fonds propres relatifs à la gestion propre sont présentés sous la rubrique "FONDS PROPRES" qui sont sans droit de reprise, ceux relatifs à la gestion contrôlée, sous la rubrique "AUTRES FONDS PROPRES" qui sont avec droit de reprise. Leur ventilation est présentée en annexes des comptes annuels.

• Affectation des résultats des comptes administratifs :

Les résultats par activité des comptes administratifs des exercices précédents, en attente d'incorporation dans les budgets des exercices suivants sont présentés en "Reports à nouveau". Ils demeurent ainsi comptabilisés tant que ces résultats n'ont pas fait l'objet de décision par les organismes financeurs de contrôle, de tarification ou de tutelle sur leur reprise effective dans les comptes administratifs des exercices suivants.



Note N° B3 : SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement octroyées sont comptablement enregistrées selon les dispositions édictées dans le document d'octroi de la subvention :

- soit en totalité en produit exceptionnel ;
- soit dans les fonds propres dans les comptes de classe 13 prévus à cet effet et est rapportée au compte de résultat selon le plan d'amortissement de l'immobilisation qu'elle finance.

Note N° B4 : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

Les subventions de fonctionnement octroyées avec des conditions d'emploi font l'objet d'un suivi individualisé au travers d'un compte d'emploi.

Lorsque les actions qu'elles financent s'étalent sur plusieurs exercices, elles sont réparties en fonction des périodes ou étapes définies dans les conventions ou à défaut, prorata-temporis. La quote-part incombant aux exercices futurs est inscrite en "Subventions perçues d'avance".

La quote-part incombant à l'exercice et non encore utilisée à la clôture est inscrite en charges sous la rubrique "Engagements à réaliser sur ressources affectées" et au passif du bilan en "Fonds dédiés". Ces sommes inscrites en "Fonds dédiés" sont reprises en produits sous la rubrique "Reprises sur fonds dédiés" au rythme de leur réalisation.

Note N° B5 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les frais d'établissement correspondent à des dépenses engagées à l'occasion d'opérations qui conditionnent le développement de l'association, mais qui ne peuvent être rapportées à des productions de biens ou services identifiés.

Les frais de recherche et développement correspondent à des dépenses engagées à l'occasion d'opérations qui contribuent au développement de l'association, et qui peuvent être rapportées à des productions à venir de biens ou services identifiés.

- Mode et durée d'amortissement :
 - Frais d'établissement : linéaire sur 3 à 5 exercices ;
 - Frais de recherche et développement : linéaire sur la durée prévue des productions à venir de biens ou services, sans excéder 3 exercices ;
 - Logiciels : linéaire sur 3 à 5 exercices.

Note N° B6 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production sous déduction de leur valeur probable de réalisation.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie d'utilisation estimée des immobilisations.

- Mode et durée d'amortissement des immobilisations acquises neuves :
 - Installations techniques, matériel et outillages industriels : linéaire sur 5 à 10 ans ;
 - Matériel de bureau linéaire sur 5 ans
 - Matériel informatique linéaire sur 3 ans



- Mobilier : linéaire de 5 à 10 ans.

- Mode et durée d'amortissement des immobilisations acquises d'occasion :

- Linéaire sur la durée de vie restant à courir.

- Immobilisations inscrites en dépenses éligibles dans les comptes d'emploi :

Les dépenses éligibles au titre des comptes d'emploi et correspondant à des immobilisations sont enregistrées en totalité en charges de fonctionnement conformément à la convention passée avec les organismes financeurs de contrôle, de tarification ou de tutelle. Une fois le compte d'emploi clos, elles peuvent être réactivées sur les fondements de la réévaluation libre, dans la mesure où elles seront utilisées sur de nouveaux programmes. Le mode et la durée de leur amortissement sont les mêmes que pour les immobilisations acquises d'occasion.

Note N° B7 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat et les frais d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée de montant de la différence.

Note N° B8 : PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES CREANCES

Une provision est comptabilisée lorsque le recouvrement de créances importantes est gravement compromis ou lorsqu'ils font l'objet d'une procédure contentieuse.

Note N° B9 : STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et les en-cours sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, au coût d'acquisition ou de production. Ils sont ramenés à leur valeur probable de réalisation, si celle-ci s'avère inférieure.

Note N° B10 : CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

"Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;

- des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;

- des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services".

Nous avons valorisé les contributions des structures sociales, celles d'Espace Accueil et du Relais. Sur l'Espace Accueil, nous avons des contributions en service (maison mise à disposition valorisée par la Mairie) et des contributions en travail (infirmière, médecin psychiatre et assistante sociale du CHAC).

Sur le Relais, nous avons des contributions en service (maison mise à disposition et fluides valorisés par la communauté des communes).



	Charges		Produits
Secours en nature	-	Dons en nature	
Mise à disposition gratuite de biens	32 587	Prestations en nature	32 587
Prestations en nature	-	Bénévolat	37 200
Personnel bénévole	37 200		
TOTAL	69 787	TOTAL	69 787

Note N° B11 : INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

Elles sont comptabilisées lors de leur versement.

La provision pour indemnité de départ en retraite a été évaluée conformément aux principes généralement admis en France, elle ressort à 609 077 €uros (valeur actuelle probable des indemnités à verser) et a été calculée en fonction de la convention collective des Etablissements et services pour personnes inadaptées et handicapées, et des hypothèses suivantes :

- Augmentation annuelle des salaires : 1% constant pour les cadres et 1% constant pour les non-cadres.
- départ prévu sauf dérogation individuelle : 65 ans pour les salariés cadres et non cadres ;
- taux de rotation du personnel retenu : 5% pour les salariés cadres, 10 % pour les salariés non-cadres;
- taux de progression salariale : 1% pour les salariés cadres, 1% pour les salariés non-cadres ;
- Méthode de calcul retenue : Rétrospective Prorata Temporis.
- taux de mortalité utilisée règlementaire : INSEE 2020-2022.
- Taux de charges sociales patronales : 64% pour les cadres et 50% pour les non-cadres.
- Taux d'actualisation : 3,38 %.



C. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX POSTES DU BILAN

1. IMMOBILISATIONS

Valeurs brutes	Valeurs brutes à l'ouverture	Réévaluation pratique	Acquisitions créations, ...	Virement à un autre poste	Cessions ou mises au rebut	Valeurs brutes à la clôture
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement	15 848					15 848
Frais de recherche et développement	0					0
Donations temporaires d'usufruit	0					0
Concessions, brevets et droits similaires	37 958				1 950	36 008
Autres immobilisations incorporelles	1 996					1 996
Immobilisations incorporelles en cours	0					0
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	0					0
TOTAL VALEURS BRUTES	55 802	0	0	0	1 950	53 852
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	439 469		2 362			441 831
Constructions	6 919 238		215 887			7 135 125
Installations techniques, matériel et outillage industriels	441 270		99 576		29 473	511 373
Autres immobilisations corporelles	1 023 190		127 436		54 032	1 096 593
Immobilisations corporelles en cours	1 486 013		2 542 233			4 027 246
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	128 386		15 992		698	143 680
TOTAL VALEURS BRUTES	10 436 565	0	3 003 485	0	84 203	13 355 847
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES						
Participations	8 361					8 361
Créances rattachées à des participations	0					0
Autres titres immobilisés	33 302					33 302
Prêts	529					529
Dépôts, cautionnement et autres immobilisations financières	65 613		33 386		23 947	75 052
TOTAL VALEURS BRUTES	107 805	0	33 386	0	23 947	117 244
Amortissements et provisions	à l'ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	à la clôture	Amortissements dérogatoires Dotations Reprises	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement	15 848	0		15 848		
Frais de recherche et développement	0			0		
Donations temporaires d'usufruit	0			0		
Concessions, brevets et droits similaires	36 153	2 471	1 950	36 674		
Autres immobilisations incorporelles	0			0		
Immobilisations incorporelles en cours	0			0		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	0			0		
TOTAL AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	52 001	2 471	1 950	52 522	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains						
Constructions	2 123 812	329 178		2 452 990		
Installations techniques, matériel et outillage industriels	296 380	56 744	32 976	320 148		
Autres immobilisations corporelles	564 274	173 338	72 868	664 744		
Immobilisations corporelles en cours	0			0		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	0			0		
TOTAL AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	2 984 466	559 260	105 844	3 437 882	0	0



2. CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES

Mouvements de l'exercice	Montant net à l'ouverture	Augmentations de l'exercice	Dotations aux amortissements	Montant net à la clôture
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0			0

3. PROVISIONS

	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
. Provisions pour dotation à la réserve de trésorerie	201 716	150 000		351 716
. Provisions pour investissement	0			-
. Provisions pour hausse des prix	0			-
. Provisions pour fluctuation des cours	0			-
Amortissements dérogatoires	0			-
Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes	96 733	22 350		119 083
Autres provisions réglementées				-
TOTAL DES PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	298 450	172 350	0	470 800
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
. Provisions pour litiges	0			-
. Provisions pour garanties données aux clients	0			-
. Provisions pour pertes sur marchés à terme	0			-
. Provisions pour amendes et pénalités	0			-
. Provisions pour pertes de change	0			-
. Provisions pour pensions et obligations similaires	0			-
. Provisions pour impôts	0			-
. Provisions pour travaux et renouvellement des immobilisations	0			-
. Provisions pour grosses réparations	155 996			155 996
. Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer	0			-
Autres provisions pour risques et charges	49 104			49 104
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	205 100	0	0	205 100
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
. incorporelles	0			-
. corporelles	0			-
Sur immobilisations	0			-
. Biens reçus par legs et donations	0			-
. titres de participation	0			-
. titres de placement	31 034			31 034
. autres immobilisations financières	0			-
. Sur stocks et en-cours	0			-
. Sur clients, adhérents, usagers et comptes rattachés	0			-
Autres provisions pour dépréciation	1 629			1 629
TOTAL DES PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	32 664	0	0	32 664
TOTAL GÉNÉRAL	536 213	172 350	0	708 563
Dont dotations et reprises				
. d'exploitation				
. financières				
. exceptionnelles		172 350		



4. ETAT DES CREANCES

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
SUR ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations	-		
Prêts	529	529	
Autres immobilisations financières	75 052		75 052
TOTAL DES CRÉANCES SUR ACTIF IMMOBILISÉ	75 581	529	75 052
SUR ACTIF CIRCULANT			
Organismes et usagers douteux ou litigieux	-		
Autres créances sur les organismes et usagers	1 449 542	1 449 542	
Créances représentatives de titres prêtés	-	-	
Personnel et comptes rattachés	8 214	8 214	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		-	
Impôts sur les bénéfices		-	
État et autres collectivités publiques		-	
Taxe sur la valeur ajoutée		-	
Autres impôts, taxes et versements assimilés		-	
Divers	22 666	22 666	
Groupe et associés	4 700	4 700	
Débiteurs divers (dont produit à recevoir)	123 117	123 117	
Charges constatées d'avance	35 066	35 066	
TOTAL DES CRÉANCES SUR ACTIF CIRCULANT	1 643 306	1 643 306	
TOTAL DES CRÉANCES	1 718 886	1 643 835	75 052
Montant des prêts accordés en cours d'exercice		Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	

5. ETAT DES DETTES

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles	-			
Autres emprunts obligataires	-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
à un an maximum à l'origine				
à plus d'un an à l'origine	3 063 261	191 021	716 168	2 156 073
Emprunts et dettes financières diverses	9 711	9 711		
Fournisseurs et comptes rattachés	472 016	472 016		
Personnel et comptes rattachés	903 136	903 136		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 248 244	1 248 244		
Impôts sur les bénéfices	-			
État et autres collectivités publiques				
Taxe sur la valeur ajoutée	-			
Obligations cautionnées		-		
Autres impôts, taxes et assimilés	56 837	56 837		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	426 427	426 427		
Groupe et associés	11 835	11 835		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	631 982	631 982		
Découvert, concours bancaires	1 035	1 035		
Produits constatés d'avance	374 904	374 904		
TOTAL DES DETTES	7 199 389	4 327 148	716 168	2 156 073
Montant des emprunts souscrits en cours d'exercice		Montant des emprunts remboursés en cours d'exercice		191 406



6. TABLEAU DE VARIATION DE FONDS PROPRES

	A l'ouverture	Affectation des résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
FONDS PROPRES ET AUTRES FONDS NON REGIS PAR LE CASF	1 661 059	1 401	679 500	587 357	1 754 603
Fonds propres sans droit de reprise	1 547 584	1 401		587 357	961 628
Ecart de réévaluation	-				-
Réserves statutaires / contractuelles	-				-
Réserves pour projet de l'entité	-				-
Autres réserves	-				-
Report à nouveau	-	113 475	587 357		700 831
Résultat comptable sous Gestion propre	113 475	113 475	92 143		92 143
AUTRES FONDS PROPRES REGIS PAR LE CASF OU AVEC DROIT DE REPRISE	6 782 335	24 230	619 375	526 619	6 899 321
Fonds propres avec droit de reprise	296 629	7 500		59 964	244 165
Ecart de réévaluation	-				-
Excédents affectés à l'investissement	2 002 911				2 002 911
Excédents affectés à la couverture du BFR	931 542				931 542
Réserves de compensation des déficits	878 572		171 654		1 050 227
Réserves de compensation des charges d'amortissement	984 415	20 764	295 000		1 258 651
Autres réserves de gestion contrôlée	-				-
RAN - Résultats des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 340 394	1 057 887		466 654	1 931 627
RAN - Charges rejetées des activités sociales et médico-sociales et contestées	-				-
RAN - Charges des activités sociales et médico-sociales dont la prise en compte est différée	569 547	139 614	59 964		649 196
RAN - Affecté au financement de mesures d'exploitation	45 439	8 800			36 639
Résultat comptable sous Gestion contrôlée	871 979	871 979	92 756		92 756
SITUATION NETTE	8 443 394	25 631	1 298 875	1 113 975	8 653 924
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	4 245 657		1 715	70 089	4 177 283
Provisions réglementées	298 450		172 350		470 800
TOTAL	12 987 501	25 631	1 472 940	1 184 064	13 302 607

Les 25 631 € restant de la colonne d'affectation des résultats correspond aux dépenses rejetées exournées par un compte de classe de tiers.

7. TABLEAU DE VARIATION DE FONDS DEDIES



	A l'ouverture de l'exercice	Report	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondants à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
TOTAL	249 563	9 900	28 298	-	-	231 165	-
Contribu* financières des autorités de tarification* ESS	243 263	-	20 798	-	-	222 465	-
PYRENE - Provis* réglementée renouvellement immo	33 875					33 875	
CEE - Provis* réglementée renouvellement immo	209 388		20 798			188 590	
	-					-	
Subvention d'exploitation :	6 300	9 900	7 500	-	-	8 700	-
Espace Accueil	6 300	9 900	7 500			8 700	
	-					-	
Sur autres ressources :	-	-	-	-	-	-	-

8. CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
Créances usagers et comptes rattachés	67 300
Autres créances	78 137
Trésorerie	315 469
TOTAL	460 906

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts et dettes des établissements de crédit	9 711
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	244 913
Dettes fiscales et sociales	1 627 986
Autres dettes	198 447
TOTAL	2 081 057

9. CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Montant des charges et produits constatés d'avance	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	35 066	374 904
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	35 066	374 904



D. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

1. PRESENTATION DES RESULTATS PAR ETABLISSEMENT

	Résultat comptable	Reprise résultat antérieur	Résultat affecté	Dépenses non opposables	Résultat à affecter
ETABLISSEMENTS DE GESTION PROPRE	92 144	0	92 144	0	92 144
ASSOCIATION	28 989		28 989		28 989
LE RELAIS	8 551		8 551		8 551
ESPACE ACCUEIL	7 222		7 222		7 222
AMARRAGE	3 007		3 007		3 007
LDV CIRLA	6 026		6 026		6 026
RET RELAIS	38 349		38 349		38 349
ETABLISSEMENTS DE GESTION CONTRÔLÉE	92 756	609 980	702 736	103 717	806 453
CEF LE VERNET	18 165	-13 900	4 265	5 747	10 011
CE ALBATROS	42 096	50 000	92 096	11 655	103 751
CER CAIRN	-86 232	45 000	-41 232	-2 818	-44 050
MECS ESTELAS	36 452	120 000	156 452	64 197	220 649
MECS PYRENE	6 187	19 092	25 279	2 785	28 064
MECS TRANSITION	26 683	200 000	226 683	11 376	238 059
PAD ESTELAS-TRANSITION	-175 562	217 895	42 333	10 085	52 418
PAD ARIEGE	3 739		3 739		3 739
RET PYRENE	57 500		57 500		57 500
RET TRANSITION	0		0		0
RET ALB-CAIRN	0		0		0
RET ESTELAS	31 000		31 000		31 000
SAU GAIA	41 425		41 425	-4 046	37 379
SIEGE	29 107		29 107	4 738	33 845
SRP	62 196	-28 107	34 089		34 089
TOTAL ASSOCIATION	184 900	609 980	794 880	103 717	898 597



2. TABLEAU DES CONCOURS PUBLICS ET DES SUBVENTIONS

	Autorités administratives	Montant
Ventes de prestation de service		1 228 436
SAU	ANRAS	1 000 000
Mise à disposition de personnel	Albatros / SRP	20 993
Mise à disposition de personnel	Estelas	718
Mise à disposition de personnel	PAD	33 295
MECS PYRENE	Prestations CDJ	24 000
Produits annexes	Association / Siège	33 000
Locations diverses	Structures Sociales	116 431
Concours publics et subventions d'exploitation		17 203 512
Concours publics		16 234 193
CE ALBATROS	DIRPJJ TOULOUSE	1 414 301
CER CAIRN	DIRPJJ TOULOUSE	835 120
LDV CIRLA	DIRPJJ TOULOUSE	364 535
MECS ESTELAS	DIRPJJ TOULOUSE / Conseil Départemental 31	4 871 250
MECS PYRENE	DIRPJJ TOULOUSE / CD 31 / CD 09 / CD 32	2 684 291
MECS TRANSITION	Conseil Départemental de la Haute-Garonne / DIRPJJ	4 005 668
PAD ESTELAS-TRANSITION	Conseil Départemental de la Haute-Garonne	1 780 140
PAD ARIEGE	Conseil Départemental de l'Ariège	43 202
SRP	DIRPJJ TOULOUSE	110 911
CEF LE VERNET	DIRPJJ TOULOUSE	124 775
Subvention d'exploitation		969 319
LE RELAIS	DDETS 31 / CIAS	336 729
ESPACE ACCUEIL	DDETSPP de l'Ariège / Mairie / CD09 / MIDLT	349 576
AMARRAGE	DDETSPP de l'Ariège	35 588
CE ALBATROS	Aide Etat ASP	7 000
CER CAIRN	Aide Etat ASP	3 000
LDV CIRLA	Aide Etat ASP	6 000
MECS ESTELAS	Aide Etat ASP	11 500
MECS TRANSITION	Aide Etat ASP	14 000
SAU	Aide Etat ASP	4 000
PYRENE	Aide Etat ASP	6 500
PAD ESTELAS-TRANSITION	Aide Etat ASP	3 500
LDV CIRLA	PJJ SEGUR	20 244
CE ALBATROS	PJJ SEGUR	12 733
CER CAIRN	PJJ SEGUR	8 950
CEF LE VERNET	DIRPJJ TOULOUSE	150 000
	TOTAL	18 431 948



E. INFORMATIONS DIVERSES

1. ENGAGEMENTS HORS-BILAN

	Lettre d'intention	Sûretés réelles	Cautions	Engagements	TOTAL N 2024	TOTAL N - 1 2023
ENGAGEMENTS DONNÉS						
. Pensions, retraite et obligations similaires du personnel				609 077	609 077	786 702
. Intérêts restant à courir sur emprunts contractés				718 266	718 266	778 508
. Garanties données sur emprunts contractés		1 957 000	107 977	995 000	3 059 977	3 473 013
. Garanties données aux dirigeants					-	-
					-	-
					-	-
TOTAL	-	1 957 000	107 977	2 322 343	4 387 320	5 038 223
ENGAGEMENTS RECUS						
. Intérêts restant à courir sur prêts consentis					-	-
. Garanties reçues sur emprunts contractés			894 450		894 450	918 013
. Garanties reçues des dirigeants					-	-
. Plafond de découvert autorisé					-	-
. Plafond d'escompte autorisé					-	-
. Plafond loi Dailly autorisé					-	-
. Valeur résiduelle sur crédits-baux mobiliers					-	-
. Valeur résiduelle sur crédits-baux immobiliers					-	-
					-	-
TOTAL	-	-	894 450	-	894 450	918 013
ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES						
. Effets escomptés non échus					-	-
. Loyers restant dûs sur crédits-baux mobiliers					-	-
. Loyers restant dûs sur crédits-baux immobiliers					-	-
. Loyers restant dûs sur baux commerciaux					-	-
. Créances ou cptes courants abandonnés à meilleure fortune					-	-
					-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-

2. EFFECTIF MOYEN EMPLOYÉ DURANT L'EXERCICE

	Dirigeants	Cadres	Agents de maîtrise	Employés, Ouvriers	TOTAL N 2024	TOTAL N - 1 2023
Nombre de personnes	1	41		473	515	496
Nombre de postes en équivalent temps plein	1,00	28,84		244,63	274,47	246,55
Dont : . apprentis				13,04	13,04	11,82
. handicapés		0,25		11,21	11,46	8,93
. Autres contrats aidés					-	0,42

Dans ces effectifs (*personnels employés durant l'année*), nous avons positionné les salariés en contrats à durée déterminée embauchés auprès de Coop Emploi, Crit Intérim, Manpower, Expectra, Au Boulot. Enfin, nous considérons qu'aucune personne n'émerge sur la catégorie "Agents de Maitrise".

3. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires du CAC comptabilisés en charges au titre de l'exercice de sa mission légale s'élèvent à 55 192 €.

4. INFORMATIONS PRESCRITES PAR LA LOI 2006-586 DU 23 MAI 2006 RELATIVE A L'ENGAGEMENT EDUCATIF

En application de la Loi 2006-586 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, nous vous informons que le montant global des rémunérations brutes et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés au sens de l'article L. 3111-2 du Code du travail s'élève à 262 419 € pour l'exercice.

5. TRANSACTIONS EN VERTU DE 431.12 DE L'ANC 2018-06

Nous vous informons qu'aucune transaction non habituelle ou conclue à des conditions anormales a été effectuée avec des personnes physiques ou personnes morales.

